

Distr.
LIMITEET/COM.5/L.236
28 décembre 1959

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. SOFFO TAMOUFE ELOI CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Yaounde, le 6 novembre 1959

Objet
Plainte contre
Les Gouvernements
Français d'A.E.F.
et du CamerounSOFFO TAMOUFE ELOI S/C B.P. 959 Y A O U N D Eà Monsieur le Président de la Cour de Justice internationale
de l'O.N.U.S/C de Monsieur le Président de l'Assemblée générale de
l'O.N.U.s/c. de Monsieur le Président de Conseil de Tutelle de
l'O.N.U.

s/c de Monsieur le Secrétaire général de l'O.N.U.

Monsieur le Président,

Suivant ma conception pour les affaires du monde moderne je crois q'après vous, il n'y a plus que l'Etre Infini, et qui dit Infini, dit sûrement zéro, car l'Etre Infini que nous nommons communement Bon Dieu n'a droit sur aucune justice terrestre, autrement, je ne trouverais la peine que les NATIONS UNIES en forment une deuxième. Ainsi pour vous dire Monsieur le Président, qu'en ouvrant cette porte, j'ouvre la finale, dit ma pensée, or quiconque frappe cette porte, frappe précisément la vraie Justice sur la terre.

Ceci dit Monsieur le Président :

J'ai l'honneur de porter entre vos mains équitables ma présente Plainte indigente contre les Gouvernements Français d'AEF et du Cameroun dem'avoir mis entre deux eaux depuis voici bientôt douze ans, et plus particulièrement le Gouvernement Français du Cameroun pour m'avoir anéanti dès mon enfance jusqu'à ce jour, et jusqu'à l'éternité puisque je manque d'espoir avec la vie de tuerie d'actualité kamerunaise.

/...

Entré à l'école française à l'âge de sept ans, et renvoyé brutalement sans motif sérieux le 17 octobre 1941 à l'Ecole supérieure de Yaoundé par combine jalouse d'un frère plus puissant que moi, je dûs regagner l'A.E.F. en 1944, et fus engagé dans l'Administration générale des colonies dans l'Oubangui-Chari le 14 Janvier 1946. Deux ans de service regulier me permirent de porter les grades suivants :

Par décision No 57/CD-3 du 24 Janvier 1946 pour compter du 14 Janvier 1946 à l'emploi de Commis du Bureau Secrétaire Comptable Dactylo journalier, classé Commis du Bureau avec solde mensuelle, indemnité du zône, charge de famille et accessoires par décision No 722/CD-3 en date du 18 Juin 1946 à compter du 1 Juin 1946 Intégré dans le cadre local du subalterne des Ecrivains-Interprètes grade à la 3ème classe stagiaire décision No 1434/CP en date du 16 Octobre 1947 pour compter du 1er Septembre 1947. Nommé Commis Adjoint de Service Civil et Financier de 4ème classe en du 1er Janvier 1948 (J.O. d'A.E.F. du 1er Janvier 1948).

Par décision No 382/CP en date du 28 Février 1948, je dûs rejoindre mon pays d'origine Bandjoun, Subdivision Bafoussam, Région Bamiléké le 30 Mars 1948, pour un congé de convalescence, durée de trois mois.

Entre temps, et, suivant le conseil du médecin traitant, par mesure de santé, en date du 19 Mai 1948, je formulais une demande de détachement au Gouvernement d'A.E.F S/C de Monsieur le Haut-Commissaire de la République Chef du Territoire du Cameroun, S/C. de Monsieur le Chef de Région Bamiléké, reçue favorablement par ce dernier et transmis avec le même avis.

Dans l'attente d'une suite, tout en continuant mon congé, un fait tiers d'abus criards et impressionnants, devant lesquels, il faut être tombe pour n'en point sentir l'effet, surgit de là part de l'administration locale, résurrection des travaux forcés, vols des bétails en plein jour, chevaux, moutons, chèvres, porcs, et mise en vente aux enchères, fraude dans la vente d'habits d'offre pour soulager le population marchant nue pour fait de guerre, fraude dans l'achat de produits de ces pauvres indigents ignorants; Abus, fraudes, interdits par l'article 4 de l'Acte de 20 juillet 1922 donnant à la France Mandat d'administrer le Cameroun.

En assistant à de tels abus de pouvoirs auxquels je fus notoirement victime, d'autant donné que c'était au sein de ma famille, je manifestai mon opinion par ma lettre du 24 Juin 1948 adressée à Monsieur le Président de l'Assemblée Territoriale

/...

Représentative dénonçant les auteurs des méfaits en flagrant délit, suivie de ma lettre explicative du 28 Juillet 1948 à Monsieur le Haut-Commissaire de la République, et de ma lettre accompagnée des documents justificatifs à Monsieur Douala-Manga-Bell seul Député du Cameroun du temps.

Pour toute réponse, alors que je ne m'attendais qu'à une affectation issue de ma demande, un mandat d'arrêt du 6 Janvier 1949 me conduisit le 13 Janvier 1949 comme un petit criminel de Douala à Bafoussam où on me fit passer devant Cour Corectionnelle et me condamna sans jugement le 31 Janvier 1949 à 18 mois de prison; c'était arbitraire, car lorsque j'avais voulu me défendre le Juge disait hautement qu'il m'était inutile de me déranger, j'ai raison ou pas, ma condamnation était décidée. Me débattant tout seul dans ces hauts fourmis de pouvoirs injustes et odieux, la Cour d'Appel de Douala rendant le jugement de Bafoussam infirme le 5 juillet 1949, me relaxa en me frappant d'une amende de 10.165 francs en plus de mes six mois et demi de peine purgée en prisons de Bafoussam, Dschang, Bagangté, quitté le 15 juillet 1949. Malgré cela, et bien que l'âne de la fable, défendant une juste cause, j'eus recours à un autre Appel qui fut plongé pour tout bon dans une boîte de silence de mort. En plus, le tour joué, le poids de l'autorité chargée sur la tête, l'autorité traditionnelle complice d'un côté, instruite me fit empoissonner deux fois successives; une en 1950 et une autre en 1956 me rendant par cet acte incapable de réagir.

Depuis lors, je ne suis ni dehors, ni dedans, et dans un Kamerun tel que le nôtre d'aujourd'hui, où puis-je souffler? Je ne possède jusqu'à présent aucun document me mettant hors de mes fonctions, si ce n'est celui permettant la régularisation de ma situation au Cameroun émanant du Gouvernement Français d'A.E.F. Oubangui-Chari, ci jointes copies.

Preuve d'appui, mes quatre mois de solde demeurent impayés, un mois plein avec accessoires, et 3 mois de solde de présence. En juin 1957, j'ai soumis l'affaire au Service Contentieux de l'Oubangui Chari, copie pièce jointe. Mais une lettre recommandée à mon adresse de Bangui, arrivée à Douala, fut vite renvoyée à Bangui par poste sous prétexte que j'étais inconnu à Douala. De cette manière, mon affaire fut renvoyée dans l'abîme obscure d'Administration.

Ici permettez moi d'ouvrir la parenthèse Monsieur le Président; si vous ouvrez la bouche d'un malheureux muet et lui coupez la langue pour qu'il ne parle pas, si vous ouvrez les yeux d'un pauvre aveugle pour l'empêcher ensuite de ne pas voir en lui tranchant la tête, et si vous guérissez un malade et l'entravez de marcher, dans ces entrefaits, où est votre bienfait?

On nous bat les oreilles avec les bienfaits de la soit disante civilisation, surtout celle particulièrement dont la France en a la charge, et notamment au Kamerun, et de son oeuvre; en existent elles réellement? Extérieurement, et encore pour l'avantage français il est acceptable, mais profondément, c'est une déception la plus totale aux Camerounais, quoi qu'on dit, quoi qu'on fait. L'écrit français, le dire français, l'action française sont aussi différents que le rouge, le blanc et le noir. Il faut être au Kamerun, et du Kamerun et vivre de mon rang pour mesurer avec exactitude et précision la portée de ce que j'avance ici. Et nous sommes combien du genre! Des milliers et des milliers.

Je m'éclaircie. Durant mon enfance, je m'instruisais pour me tirer du néant, disait-on. Mais entre moi l'instruit sans lieu fixe, sans foyer, sans vie, et un autre meins resté sans cette instruction trompeuse, qui a son foyer et sa petite vie, qui vaut le mieux? Me voici à trente six ans d'âge bientôt, sans repos, sans tranquillité, ni sûreté du lendemain, sous prétexte que j'avais manifesté une opinion, et des milliers de nos frères et nos villages tout entier subissent à l'heure actuelle, les conséquences néfastes de cette infâmes instruction. Or on tue, on pille, décime les villages, car l'instruit on a lu et revendique les droits. Pour quoi nous civiliser, si cette civilisation n'avait pour but de nous permettre de vivre, alors que nos parents sans l'odieuse instruction, vivaient si bien! La civilisation celle qui est française a aboli l'esclavage tout en nous rendant tous des bêtes de sommes, du Roi au dernier du peuple. Et la Belle France s'en rit des misérables vies dont elle n'en est point auteur créatrice. Comment voulez-vous Monsieur le Président qu'on ait des pieds pour n'en point marcher, des oreilles pour ne pas entendre et des yeux pour ne pas voir.

Ceci dit Monsieur le Président, par la voie de la Justice Internationale et Universelle que vous représentez ici, et pour tout état de cause, je réclame aux Gouvernements Français Cameroun et AEF :

1° De me rendre ma vie primitive, ma tranquillité de conscience en levée par sa civilisation qui n'était pour nous qu'un attrape nigaud

2° De me rendre mon temps perdu par sa faute, et ma situation que j'aurais eu sans sa fausse route suivie indiquée par lui.

3° De me reconcilier avec mes frères dont la plupart ne sont plus en vie cause d'avoir parlé d'une liberté.

Soffo Eloi

(signé : illisible)

5 pièces jointes

(signé : illisible)

Douala, le 18 juin 1957

Soffo Tamoufé Eloi
s/c Boutique No 9
MARCHE DOUALA :

SOFFO Tamoufé Eloi Commis-Adjoint (J.O
janvier 1948) en service aux Contributions
Directes de l'Oubangui-Chari CD-3 Bangui.

à Monsieur le Président du Conseil CONTENTIEUX
de l'Oubangui-Chari;

Monsieur le Président,

J'ai le grand honneur de venir très respectueusement vous soumettre mon cas ci-dessous détaillé, qui me semble avoir l'air extraordinaire et incompréhensif.

Ecrivain-Interprète de 3ème classe stafiaire, en service aux Contributions Directes CD-3 Bangui, en congé de maladie depuis décembre 47, j'obtins un congé de convalescence pour jouir au Cameroun mon pays d'origine, je dûs ne pas rejoindre mon poste par des raisons de santé qui se montrait douteuse.

Mon Patron direct M.R. GASIGLIA Inspecteur des CD-3, fut toujours au courant par mes lettres du 26 mai, du 21 août et du 14 septembre 1948, ci jointe une copie de sa lettre en réponse date du 17/10/48.

En fait, une décision No 1.633/CP. du 30.9.48 de Monsieur le Chef du Territoire de l'Oubangui-Chari, fut prise et une demande d'engagement No 1961/CD-3 en date du 18/11/48 fut adressée à M. le Directeur des Contributions Directes de Douala, M. CHEVAUX.

Tout allait au mieux après des démarches de M. le Directeur auprès de M. le Haut-Commissaire. Par les efforts d'un jaloux ennemi puissant de ma famille, mon vieux ennemi depuis l'enfance, qui faisait aussi des démarches à l'inverse auprès de M. le Haut-Commissaire, compromirent ma situation, aidé par la complicité du chef de la Subdivision, lequel j'avais dénoncé les abus du pouvoir. Veuillez consulter au besoin mon dossier aux affaires politiques du Cameroun et à la Justice de Douala où le jugement fut rendu infirme.

Ma situation demeure jusqu'ici suspendue, et je ne possède aucune décision de révocation motivée, ni d'un licenciement. Ma solde et indemnités sont jusqu'ici impayés.

Je viens donc pour cause, vous prier de reexaminer mon cas, et au besoin, me faire réintégrer au Cameroun ou me rappeler dans mes fonctions dans l'Oubangui-Chari, car je ne vois en quoi de grave ma situation puisse en être ainsi cassée dans des combinaisons sans explication.

/...

Je remplissais mes fonctions dans des conditions loyales et dévouées, mes notes et la façon de mon avancement en grades en sont témoins.

Dans l'attente de votre suite favorable, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président du Conseil contentieux, l'expression de ma très haute considération.

SOFFO

A.E.F.

Bangui, le 18 novembre 1948

Oubangui-Chari

Contributions
Directes

L'Inspecteur des Contributions Directes, Chef
de la Division de Contrôle de l'Oubangui-Chari
à Monsieur le Directeur des Contributions
Directes

No 1961/CD-3

à DOUALA

CAMEROUN

OBJET :

Demande d'engagement
SOFFO TAMOUFE ELOI

Vous avez dû recevoir ces temps ci une demande d'engagement du nommé SOFFO-TAMOUFE Eloi, ci devant employé aux contributions directes de Bangui.

Je crois devoir signaler que la décision No 1633/CP. du 30/9/48, de Monsieur le Chef du Territoire de l'Oubangui-Chari, portant révocation du surnommé "pour abandon de poste" a été prise dans les conditions suivantes :

En congé de maladie à partir de décembre 1947, il obtient un congé de convalescence à passer au Cameroun.

A l'expiration de ce congé, il n'a pas rejoint Bangui. Dans ces conditions, la décision de révocation ne pouvait que porter "abandon de poste".

Ces termes ne préjugent en rien de la valeur professionnelle de l'intéressé. Il fut en service aux contributions directes de Bangui de janvier 1946 à fin 1947, et donna toute satisfaction pendant cette période; il était plus spécialement chargé de l'enregistrement du courrier à l'arrivée, et du service des retenues à la source de Traitements et salaires (mise à jour des chemises permanentes d'employeurs des rôles mensuels de régularisation.

R.G. ASIGLIA

Copie conforme
à l'intéressé

/...

A.E.F.

Oubangui-Chari

Contributions
Directes

No 1962/CD-3

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté-Egalité-Fraternité

Bangui, le 18 novembre 1948

L'Inspecteur des Contributions Directes, Chef de la division
de Contrôle de l'Oubangui-Chari

à Monsieur SOFFO-TAMOUFE Eloi

à DOUALA

CAMEROUN

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe copie pour information,
d'une lettre que j'adresse ce jour à Monsieur le Directeur des Contributions
Directes à Douala.

J'espère que cela vous permettra d'être engagé dans son service. Il était
impossible de prendre la décision de révocation autrement, ni de la faire
rectifier.

Signé : R. GASIGLIA

Bangui, le 17 octobre 1948

Mon cher Soffo,

J'ai bien reçu en son temps votre lettre du 26 mai, et m'excuse d'être resté aussi longtemps sans vous répondre. Seul l'excès de travail est la cause de ce silence.

J'ai reçu également, à un faible intervalle, vos lettres du 21 août et du 14 septembre.

J'ai transmis immédiatement au Cabinet votre demande à M. le Gouverneur, jointe à votre dernier envoi, en insistant pour qu'il y soit donné une suite favorable.

Malheureusement après études de la question par le chef de cabinet j'ai été avisé que votre mutation au Cameroun était impossible, car ce n'est pas le même cadre ni la même autorité. Aucun texte ne prévoit non plus un "détachement" en pareil cas.

La seule solution prise, pour le cas où un agent ne rejoint pas son poste à l'expiration de son congé, est la radiation des cadres. C'est la décision qui a été prise à la date du 30 septembre, extrait joint.

Comme vous pouvez le voir sur la liste des destinataires, un exemplaire en a été adressé à M. le Haut-Commissaire du Cameroun, qui est donc au courant de votre situation actuelle. Il sait ainsi de façon officielle le grade que vous aviez en A.E.F., et il sait également que vous ne dépendez plus de l'administration d'AEF. Par conséquent, plus rien ne s'oppose à ce que vous soyez engagé par un service du Cameroun. Je pense que cela ne tardera plus maintenant, et que vous ne tarderez pas à recommencer votre travail à Douala.

J'espère que vous êtes en meilleure santé et que le climat de votre pays vous convient mieux que celui de Bangui.

Quant à moi, je suis nommé chef du service C.D en A.E.F., par intérim, je dois descendre à Brazzaville fin novembre. Mon remplaçant est arrivé de France depuis un mois, et se met au courant.

Vos camarades du Bureau vous envoient leurs meilleurs souvenirs. Quant à moi, je vous transmets mes bonnes amitiés et vous souhaite une bonne santé et une belle réussite au Cameroun.

Signé : GASIGLIA
GASIGLIA
INSPECTEUR C.D.

BANGUI

/...

Copie

REGION BAMILEKE

SUBDIVISION DE
BAFOUSSAM

No 10/S.

Bafoussam, le 3 avril 1948

Le Chef de la Subdivision de Bafoussam
à Monsieur le Directeur des Finances à

YAOUNDE

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un certificat de cessation de paiement No 40 en date du 2 mars 1948 établi au nom de M. SOFFO Tamouflé Eloi, Ecrivain-Interprète Stagiaire à Bangui actuellement en Congé de convalescence de trois mois à Bafoussam.

Je vous serais très reconnaissant de me faire connaître si sa solde peut être payée par les soins de l'agence spéciale de Bafoussam, et de m'indiquer éventuellement ce à quoi l'intéressé peut prétendre pendant la durée de son congé.

Signé : COUROT

Pour copie conforme certifiée

Bafoussam le 3 août 1949

L'Agent spécial

Signé : (illisible)PRISO ALAUZE DEYNIS

Page 3
Bangui, le 17 octobre 1948

Mon cher Soffo,

J'ai bien reçu en son temps votre lettre du 26 mai, et m'excuse d'être resté aussi longtemps sans vous répondre. Seul l'excès de travail est la cause de ce silence.

J'ai reçu également, à un faible intervalle, vos lettres du 21 août et du 14 septembre.

J'ai transmis immédiatement au Cabinet votre demande à M. le Gouverneur, jointe à votre dernier envoi, en insistant pour qu'il y soit donné une suite favorable.

Malheureusement après études de la question par le chef de cabinet j'ai été avisé que votre mutation au Cameroun était impossible, car ce n'est pas le même cadre ni la même autorité. Aucun texte ne prévoit non plus un "détachement" en pareil cas.

La seule solution prise, pour le cas où un agent ne rejoint pas son poste à l'expiration de son congé, est la radiation des cadres. C'est la décision qui a été prise à la date du 30 septembre, extrait joint.

Comme vous pouvez le voir sur la liste des destinataires, un exemplaire en a été adressé à M. le Haut-Commissaire du Cameroun, qui est donc au courant de votre situation actuelle. Il sait ainsi de façon officielle le grade que vous aviez en A.E.F., et il sait également que vous ne dépendez plus de l'administration d'AEF. Par conséquent, plus rien ne s'oppose à ce que vous soyez engagé par un service du Cameroun. Je pense que cela ne tardera plus maintenant, et que vous ne tarderez pas à recommencer votre travail à Douala.

J'espère que vous êtes en meilleure santé et que le climat de votre pays vous convient mieux que celui de Bangui.

Quant à moi, je suis nommé chef du service C.D en A.E.F., par intérim, je dois descendre à Brazzaville fin novembre. Mon remplaçant est arrivé de France depuis un mois, et se met au courant.

Vos camarades du Bureau vous envoient leurs meilleurs souvenirs. Quant à moi, je vous transmets mes bonnes amitiés et vous souhaite une bonne santé et une belle réussite au Cameroun.

Signé : GASIGLIA
GASIGLIA
INSPECTEUR C.D.

BANGUI

/...

Copie

REGION BAMILEKE

Bafoussam, le 3 avril 1948

SUBDIVISION DE
BAFOUSSAM

Le Chef de la Subdivision de Bafoussam
à Monsieur le Directeur des Finances à

No 10/S.

YAOUNDE

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint un certificat de cessation de paiement No 40 en date du 2 mars 1948 établi au nom de M. SOFFO Tamouflé Eloi, Ecrivain-Interprète Stagiaire à Bangui actuellement en Congé de convalescence de trois mois à Bafoussam.

Je vous serais très reconnaissant de me faire connaître si sa solde peut être payée par les soins de l'agence spéciale de Bafoussam, et de m'indiquer éventuellement ce à quoi l'intéressé peut prétendre pendant la durée de son congé.

Signé : COUROT

Pour copie conforme certifiée

Bafoussam le 3 août 1949

L'Agent spécial

Signé : (illisible)PRISO ALAUZE DEYNIS
